

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité SIG – 1^{er} décembre 2014

1. Conférence environnementale : une faible visibilité, mais des annonces dans l'ensemble approuvées

⇒ **41% des Français ont « entendu parler »** de la conférence environnementale, mais **3% seulement « savent de quoi il s'agit »**.

⇒ L'idée « *d'organiser des referendums locaux pour résoudre les désaccords sur des projets d'aménagement du territoire* », recueille une très large approbation (85%), comme souvent lorsqu'il est proposé la parole aux Français.

- L'argument portant le plus (83%) est celui de **redonner aux Français les moyens de dépasser les blocages sur lesquels butent les politiques** (« *c'est une bonne chose car les citoyens concernés par ces projets sont les mieux placés pour résoudre les désaccords* »).

De telles initiatives devraient donc, dans leur esprit, conduire à davantage d'efficacité collective, en réponse à une action publique jugée trop lente ou laissant trop de place aux intérêts catégoriels.

Des procédures qui donneraient à l'inverse le sentiment de renforcer ces biais risqueraient d'être moins bien jugées.

- Ainsi, **plusieurs arguments allant à l'encontre de cette proposition recueillent un soutien majoritaire** : 54% des Français estiment que « *ce n'est pas une bonne chose car les pouvoirs publics doivent décider rapidement pour résoudre efficacement les désaccords* » (y compris chez 46% des sympathisants EELV) ; 53% pensent que « *ce n'est pas une bonne chose car ces décisions concernent l'ensemble des Français et pas seulement les habitants impactés par ces projets* ».

⇒ **Parmi les autres annonces testées, une seule fait l'objet d'un rejet : la baisse de la vitesse maximale autorisée sur les routes.** Dans le détail :

- 83% adhèrent à l'idée de « *créer 15000 emplois d'avenir financés par l'Etat dans le domaine environnemental* » (dont 73% des sympathisants de droite : le thème de la création d'emploi supplante les réticences à un financement étatique).
- 81% souhaitent « *étendre aux véhicules d'occasion la prime pour le remplacement d'un vieux véhicule diesel* » (i.e. extension d'une aide au pouvoir d'achat).

- 69% sont favorables à « *l'instauration de la vente des médicaments à l'unité* ».
- 70% adhèrent à la « *création de zones d'accès restreintes pour la voiture en centre-ville* » (les parisiens y sont légèrement moins favorables que les autres : 66%).
- Mais 36% seulement sont favorables à la « *baisse de la vitesse maximale autorisée sur les routes* », dont 25% seulement des habitants des communes rurales. A gauche, à peine 50% s'y déclarent favorables.

⇒ **Plus généralement, en matière de protection de l'environnement, les priorités spontanées des Français se portent sur des mesures visibles et concrètes :**

- « *Favoriser le développement de produits sans pesticide et sans produit chimique* » (32% au total).
- « *Favoriser le traitement des déchets* » (30%).
- « *Lutter contre la pollution des sols et de l'air* » (29%).

Arrivent seulement après :

- « *Lutter contre le réchauffement climatique* » (28% seulement malgré la médiatisation).
- « *Développer de nouvelles sources d'énergies* » (27%).
- « *Protéger la faune et la flore* » (27%).
- « *Favoriser les économies d'eau et d'énergie* » (26%).

⇒ **51% des Français jugent désormais que « *l'utilisation du diesel constitue un problème de santé publique* », soit 6 points de plus qu'en mars 2013 : la prise de conscience semble progresser.**

2. Jugement sur les entreprises

⇒ **51% des Français (+6 par rapport à août 2014) estiment qu'il « *faut en priorité aider les entreprises, afin de favoriser l'emploi et à terme de relancer l'activité économique* », contre 48% (-6) jugeant qu'il faut en priorité « *soutenir le pouvoir d'achat des ménages, afin de favoriser la consommation et à terme relancer l'activité économique* ».**

La question, qui oppose aide aux entreprises et pouvoir d'achat, est volontairement dure. Il s'agit de **la première fois depuis que cette question est posée que les Français accordent la priorité à l'aide aux entreprises face au soutien au pouvoir d'achat.**

A gauche, la priorité reste cependant au pouvoir d'achat (61%, et 58% des sympathisants PS) ; à droite aux entreprises, dans des proportions inverses.

Ces résultats illustrent à nouveau la « conversion » de l'opinion, y compris d'une large part de la gauche, en faveur des entreprises. D'autres études montrent qu'il s'agit essentiellement d'un soutien « **par défaut** » davantage qu'un réel mouvement d'adhésion (face au sentiment d'urgence économique, alors que les politiques ne sont plus crus, les entreprises sont vues comme les seules capables d'endiguer la montée du chômage) - ce qui explique notamment le jugement des Français qui reste dur sur le Medef ou sur certaines images associées au patronat.

1. Réforme territoriale : adhésion en baisse au nouveau découpage des régions

⇒ **42% se déclarent favorables au nouveau découpage des régions, contre 57% défavorables. C'est une baisse de 6 points depuis la mi-juin, et de 8 points depuis début juin 2014. Un sondage BVA paru vendredi dernier donnait cependant des résultats inverses (51% de satisfaits, en hausse).**

La faible médiatisation des débats a sans doute **éloigné le sujet des regards de l'opinion, qui se positionner dès lors de manière moins sûre.**

A noter toutefois, dans les deux, cas l'existence d'un clivage droite / gauche : la réforme territoriale n'échappe pas à la politisation du jugement.

2. Répartition des efforts d'économies : les ménages trop sollicités, l'Etat et les collectivités par assez

⇒ Sans surprise, les Français ont le sentiment que l'effort de réduction des dépenses repose trop sur « *les familles* » et « *les ménages modestes* » (mais pas les ménages aisés qui « *ne contribuent pas assez* » pour 54%) ; alors que « *les collectivités territoriales* » (63%) et « *la fonction publique d'Etat* » (73% - dont 70% des sympathisants de gauche) sont épargnés.

Les entreprises sont vues comme insuffisamment mises à contribution par 64% des sympathisants PS, contre 41% des sympathisants de droite.

⇒ **Dans le contexte de désapprobation des collectivités territoriales quant aux baisses de dotations, 64% des Français jugent qu'elles gèrent mal l'argent public** (dont 67% des habitants de communes rurales). Si la gauche est moins sévère que la droite, ce sentiment de mauvaise gestion est partagé par toutes les sensibilités politiques: 55% à gauche et 71% à droite.

3. Plan égalité fille/garçon : faible visibilité

⇒ Le plan « égalité fille-garçon » dévoilé par la Ministre de l'éducation nationale semble avoir été peu entendu des Français : 35% en ont entendu parler, et 7% savent précisément de quoi il s'agit (soit plus que pour la conférence environnementale, sans doute la trace de la virulence des débats qui ont traversé la société après la polémique des « ABCD de l'égalité »).

Adrien ABECASSIS